



Extrait du UJFP

<http://ujfp.org/spip.php?article5321>

# Quelques unes des interventions du meeting contre l'islamophobie et la xénophobie organisé par plusieurs associations le samedi 10 décembre 2016.



de mise en ligne : dimanche 8 janvier 2017

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

Voici quelques unes des interventions du [meeting contre l'islamophobie et la xénophobie du samedi 18 décembre](#).

- [L'intervention](#) d'Houssam El Assimi (collectif La chapelle Debout),
  - [L'intervention](#) de Jean Courtaudière (prêtre à St Denis et membre du service national des relations avec les Musulmans auprès de la conférence des Evêques de France),
  - [L'intervention](#) de Geneviève Garrigos (Amnesty International),
  - [L'intervention](#) de Christine Delphy (collectif anti-guerre),
  - [L'intervention](#) de Stathis Kouvélakis (universitaire),
  - [L'intervention](#) de Madjid Messaoudene, Citoyen et élu bien à gauche de Saint-Denis.
  - [L'intervention](#) de Lila Charef (CCIF),
  - [L'intervention](#) de M. Gomès (victime de l'État d'urgence),
  - [L'intervention](#) de Mathieu Lopes (Survie).
  - [L'intervention](#) d'Alain Gresh (Orient XXI),
- 

La séquence des attentats criminels de Daesh et la mise en place de l'état d'urgence loin de répondre efficacement aux objectifs affichés contre le terrorisme, facilitent la répression des mouvements sociaux, la radicalisation des pratiques et discours islamophobes et une logique de guerre interne et externe aux conséquences désastreuses.

Après un été marqué par une offensive contre les Musulmans, une polémique sur le burkini, la mort tragique d'Adama Traoré aux mains de la police, des ratonnades en Corse, la campagne présidentielle a bel et bien commencé. Comme toujours, la surenchère islamophobe est au rendez-vous chez nombre de politiques relayés par les médias : il faudrait expulser les fichés S pour les uns, interdire les symboles religieux dans le secteur privé voire dans la rue pour les autres. Chaque jour compte une nouvelle ignominie. Dans ce contexte, celles et ceux qui combattent le racisme sont stigmatisés et calomniés. Mais le spectacle présidentiel ne fait que commencer.

L'exigence d'une réponse large à la situation engendrée par le gouvernement socialiste se fait plus impérieuse que jamais, alors que l'on agite le cauchemar d'une guerre civile et que se profile la cooptation de l'extrême droite au sein du gouvernement.

C'est pourquoi nous sommes nombreux à croire à l'urgente nécessité d'une résistance collective, sous condition de justice et de dignité pour tous et toutes comme nous sommes nombreux à refuser les stratégies de tension qui opposent Français et réfugiés, Musulmans et non-musulmans, militants et société civile.

Cette exigence s'adresse à toutes et à tous, à l'ensemble du mouvement social : elle est solidaire avec les migrants et réfugiés parce qu'elle est solidaire des populations civiles victimes de discriminations, de régressions sociales ou de répression de leurs mouvements protestataires, solidaire des victimes des attentats ou des bombardements de divers bords, opposée aux attaques liberticides et islamophobes en France et aux logiques de « guerres de civilisation. Elle s'inscrit dans la volonté d'une réelle politique égalitaire.

C'est cette politique égalitaire qui a mis dans la rue des millions de personnes contre la loi travail. Ce mouvement, sans précédent depuis plusieurs années a, lui aussi, eu à subir la force de frappe de l'État : perquisitions, assignations à résidence, mutilations par les projectiles de la police, arrestations, gardes à vue, procès expéditifs. Ainsi, la répression du mouvement social a bel et bien été facilitée par la séquence des attentats et de l'état d'urgence.

Il est temps de s'unir et de penser l'alternative.